

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/88

2 décembre 1999

(99-5307)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: français

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Déclaration de S.E. M. Maïgari Bello Bouba Ministre d'État chargé du développement industriel et commercial

Comme les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune, je voudrais au nom de la délégation du Cameroun, adresser mes félicitations à Mme Charlène Barshefsky pour son élection à la présidence de la troisième Conférence ministérielle, et à M. Mike Moore, Directeur général de l'OMC, pour la bonne organisation de nos travaux.

Je saisis également cette occasion pour rendre un hommage mérité à M. Renato Ruggiero, ancien Directeur général de l'OMC, et pour remercier très sincèrement le gouvernement américain et la ville de Seattle pour la qualité de leur accueil.

Nos assises se tiennent à un moment où l'humanité s'apprête à affronter les nouveaux défis liés notamment aux mutations technologiques et à la mondialisation.

À cet égard, je voudrais dire que mon pays, le Cameroun, croit fermement en la nécessité d'un système commercial multilatéral ouvert, équitable et prévisible. Cet engagement explique du reste la libéralisation de son économie, initiée par S.E. M. Paul Biya, Président de la République.

Toutefois, le Cameroun comme la plupart des pays en développement, a fort peu tiré parti des Accords du Cycle d'Uruguay, dont l'application fait apparaître des déséquilibres entre les droits et les obligations des membres.

Cette situation tient en grande partie au contexte international qui n'est guère favorable aux pays en développement, en raison du non-respect des engagements souscrits par les pays développés, ainsi que des clauses garantissant le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

Ainsi, en dépit des mesures leur garantissant un meilleur accès aux marchés, les exportations des pays en développement continuent de souffrir des barrières protectionnistes dans les secteurs d'importance vitale pour nos économies tels que: l'agriculture, les services, les textiles.

À ces difficultés, il faut ajouter l'insuffisance, voire le gel de l'assistance technique devant permettre aux pays en développement de mettre en œuvre les accords existants, et de participer ainsi pleinement au système commercial multilatéral.

Dans nos pays, les craintes de l'opinion publique et la perception négative de la mondialisation tiennent au fait que le Cycle d'Uruguay ne s'est pas accompagné des effets bénéfiques attendus sur le développement, l'emploi, la justice sociale, la préservation de l'environnement, l'allègement de la dette.

À cet effet, il importe que le programme de travail de Seattle réaffirme clairement la nécessaire interdépendance entre le commerce et le développement, le commerce et le bien-être, le commerce et l'environnement.

Le Cycle d'Uruguay devait être le cycle de la libéralisation; le millénium round devra être celui du développement et du véritable rééquilibrage des rapports Nord/Sud.

Certaines actions s'imposent dans ce cadre, notamment:

- la prorogation de la période transitoire des Accords et autres instruments juridiques en vigueur, et en particulier de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle et l'Accord sur l'évaluation en douane;
- l'accroissement et la budgétisation des fonds destinés à l'assistance technique aux pays en développement;
- la mise en application de la Décision de Marrakech concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme agricole sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs de produits alimentaires;
- une plus grande cohérence et une synergie des politiques commerciales et financières internationales, afin d'éviter aux pays en développement des conditionnalités croisées aux effets économiques néfastes;
- une transparence accrue des méthodes de travail de l'OMC, afin de garantir le droit à l'information et la participation effective de tous les membres aux activités de l'Organisation.

Ces actions prioritaires, nécessitent des décisions courageuses au cours des présentes assises. Elles supposent que nous surmontions nos divergences pour parvenir à un résultat équitable.

Tel est notre souhait. C'est l'espoir d'une grande partie de l'humanité.
